



Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)  
Council of Ministers of Education, Canada

**Réunion non officielle des ministres de l'Éducation de l'OCDE  
sur l'évaluation des résultats de l'enseignement supérieur  
Tokyo, Japon  
11 et 12 janvier 2008**

**Rapport de la délégation du Canada**

**Chef de la délégation**

M<sup>me</sup> Diane McGifford

Ministre de l'Enseignement postsecondaire et de l'Alphabétisation du Manitoba

**Membres de la délégation**

M<sup>me</sup> Elaine Phillips  
Sous-ministre par intérim de l'Enseignement  
postsecondaire et de l'Alphabétisation du  
Manitoba

M<sup>me</sup> Yana Avdyeyeva  
Analyste  
Programmes internationaux  
CMEC

M. Malcolm Brown  
Sous-ministre adjoint principal  
Politique stratégique et recherche  
Ressources humaines et Développement  
social Canada (RHDSC)

M<sup>me</sup> Helen Smiley  
Directrice  
Politique sur l'apprentissage  
RHDSC

M<sup>me</sup> Denise Gareau  
Directrice adjointe  
Relations internationales  
Politique stratégique et planification  
RHDSC

- La réunion non officielle des ministres de l'Éducation de l'OCDE sur l'évaluation des résultats de l'enseignement supérieur a eu lieu les 11 et 12 janvier 2008 à Tokyo, Japon. M<sup>me</sup> Diane McGifford, ministre de l'Enseignement postsecondaire et de l'Alphabétisation du Manitoba, était à la tête de la délégation du Canada.
- La réunion visait principalement à faciliter l'échange d'idées sur une multitude de questions entourant l'évaluation des systèmes d'enseignement supérieur et de tirer, d'un commun accord, un ensemble de conclusions sur la faisabilité de créer des instruments capables d'évaluer l'enseignement supérieur dans l'ensemble des pays de l'OCDE.
- Dans ses remarques préliminaires, M. Aart de Geus, secrétaire général adjoint de l'OCDE, a signalé que l'enseignement supérieur, auparavant réservé à quelques personnes privilégiées, était maintenant reconnu comme le plus important moteur de croissance économique. Toutefois, malgré l'importance de l'éducation, les divers résultats de l'éducation ne sont pas toujours bien compris. M. de Geus a fait remarquer que plusieurs pays soutenaient déjà des initiatives pour évaluer les résultats de l'enseignement supérieur, dont certaines ne sont pas acceptées par le plus grand nombre, alors que d'autres se démarquent par leur complexité technique. Pour conclure, il a affirmé que sans évaluation il ne pouvait y avoir ni apprentissage ni amélioration et que la réunion visait à permettre aux personnes participantes d'apprendre les unes des autres avant de poursuivre leurs efforts.
- M. Morio Ikedo, conseiller principal de la société Shiseido, a commencé sa présentation en parlant de l'explosion du savoir au XXI<sup>e</sup> siècle et des bouleversements spectaculaires opérés parallèlement dans les systèmes universitaires. Il a notamment mentionné divers changements catalyseurs, tels la mondialisation, les progrès de la technologie de l'information, le changement climatique, la diminution des ressources et les problèmes démographiques, qui entraînent tous la nécessité d'intégrer le savoir et la sagesse à l'échelle mondiale pour trouver des solutions en vue d'une humanité durable.
- Au sujet du rôle primordial de l'éducation dans la recherche de solutions à l'éventail des défis auxquels sont confrontées les sociétés, M. Ikedo a insisté sur la nécessité de trouver le juste milieu entre l'universalité et l'individualisme. Il a donné l'exemple de l'*Education Rebuilding Council* (conseil de refonte de l'éducation), lancé au Japon en 2006. Cette initiative pour une réforme radicale des collèges et des écoles de cycle supérieur met l'accent sur l'importance de l'autonomie et de la symbiose en éducation tout en assurant, grâce à la participation directe du milieu des affaires, un lien solide entre l'éducation et un environnement économique changeant.
- Après les présentations liminaires, les discussions ont porté sur divers grands enjeux : les attentes de la société à l'égard de l'enseignement supérieur; les expériences nationales en matière d'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur; les comparaisons nationales et internationales existantes (mérites et désavantages de la classification des universités); et les possibilités quant à l'évaluation des résultats de l'enseignement supérieur. Le texte suivant résume les principales questions débattues.

## Attentes de la société

- La discussion a porté sur les attentes de la société à l'égard de l'enseignement supérieur et visait à déterminer si ces attentes étaient ou non satisfaites.
- Plusieurs autres pays ont immédiatement exprimé un fort soutien à la proposition de l'OCDE pour créer une évaluation internationale des résultats de l'enseignement postsecondaire. Ils ont signalé que l'augmentation sans précédent des effectifs étudiants et du nombre d'établissements obligeait de plus en plus les pays à démontrer que leurs investissements portaient fruit. M. Lars Leijonborg, ministre de l'Éducation de la Suède, a souligné qu'une autonomie plus grande devait être accompagnée d'une évaluation solide.
- M<sup>me</sup> McGifford, chef de la délégation du Canada, a parlé de l'importance de trouver le juste milieu entre les attentes des établissements et celles de la société. Plus précisément, dans le contexte du Canada, les populations autochtones mettent l'accent sur les résultats spirituels de l'apprentissage. Par conséquent, M<sup>me</sup> McGifford conseille vivement d'articuler clairement les attentes des diverses parties intéressées avant d'évaluer les résultats de l'éducation.
- M. Peter Frankenberg, le représentant allemand, a souligné que la diversité des attentes et des résultats de l'enseignement supérieur – le savoir, l'intelligence et la créativité – compliquait leur évaluation.
- M. Malcolm Brown, de RHDSC, a souligné que l'économie du savoir favorisait la poursuite de l'apprentissage tout au long de la vie. Dans ce contexte, il a signalé que les attentes des divers types d'apprenantes et apprenants n'étaient pas les mêmes (par exemples, les attentes des adultes diffèrent de celles des jeunes).
- M<sup>me</sup> Maria E. Orłowska, la représentante polonaise, a parlé des progrès de l'enseignement supérieur dans son pays et de l'apparition d'établissements privés de toutes sortes. Étant donné cette diversité croissante, les attentes aussi se diversifient et l'évaluation de ces nouveaux établissements doit différer de celle d'établissements plus anciens et mieux établis.
- D'autres personnes participantes ont parlé de l'éventail des établissements d'enseignement présents dans leur pays et on signalé que les diverses facettes de la gestion de l'enseignement, telles la conception des programmes d'études et la sélection des étudiantes et étudiants, suivaient différents modèles et devaient entrer en ligne de compte dans l'élaboration de toute évaluation.
- M. Marshall Smith, directeur du programme d'éducation de la Fondation William et Flora Hewlett, a parlé de la nécessité de tenir compte des diverses facettes de l'enseignement supérieur, telles une base de connaissances plus grande, une formation professionnelle, la possibilité de se développer sur le plan personnel et la capacité de réfléchir de façon critique.
- Enfin, l'importance de tenir compte des valeurs internationales dans le contexte général de l'évaluation a été débattue à la lumière des tendances actuelles de l'internationalisation de l'éducation et de l'augmentation des effectifs étrangers dans les universités.

## Expériences nationales en matière d'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur

- Deux séances ont porté sur diverses expériences nationales en matière d'évaluation de la qualité des établissements d'enseignement supérieur. Dans le contexte général des discussions, d'autres questions pertinentes ont également été débattues, tels les classements internationaux.
- En qualité de présidente de la séance 2 sur les expériences nationales en matière d'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur, M<sup>me</sup> McGifford a parlé de l'importance et des défis de l'évaluation de la qualité des résultats de l'enseignement supérieur.
- Les personnes participantes ont donné des exemples de leurs mécanismes nationaux d'évaluation, en expliquant les défis affrontés et les succès obtenus. Elles ont parlé de divers mécanismes d'évaluation, y compris l'auto-examen, l'autoévaluation par les universités, l'évaluation par des organisations autorisées et l'évaluation par des organismes nationaux.
- M. Frankenberg, de l'Allemagne, a parlé de l'initiative *Excellence* de son pays, un programme conjoint entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des divers États visant à promouvoir l'excellence en recherche et en formation dans les universités allemandes (voir l'Annexe I – en anglais uniquement).
- Le *Learning and Teaching Performance Fund* (fonds pour le rendement de l'apprentissage et de l'enseignement) de l'Australie est un autre exemple d'initiative nationale. Ce programme mesure la réussite des diplômées et diplômés sur le marché du travail. Il offre l'avantage de promouvoir de meilleures pratiques d'enseignement et d'apprentissage dans les universités; cependant, il demeure très difficile de rendre le système transparent et exhaustif.
- Un important programme d'évaluation en place s'appelle *Tuning* (mise au point), un projet administré par la Commission européenne (<http://www.tuning.unideusto.org/tuningeu/>). Ce projet compare les structures éducatives à l'aide de points de référence des programmes d'études dans 30 compétences. Plusieurs personnes participantes ont souligné la pertinence de *Tuning* comme éventuel modèle d'outil d'évaluation utile à tous les pays de l'OCDE.
- La discussion a également porté sur les classements internationaux existants. On s'est notamment dit préoccupé des indicateurs utilisés pour ces classements, y compris l'importance accordée aux indicateurs liés à la recherche, et les répercussions négatives des classements sur le comportement des établissements.
- L'homogénéité entraînée par l'évaluation était également source de préoccupations, puisque les classements tendent toujours à mesurer les mêmes variables et ainsi à freiner la diversification. La Commission européenne met actuellement à l'essai un nouveau système de classement qui, à l'aide notamment d'un nombre plus grand de variables, favoriserait la diversité. De plus, on explore le concept de classement individualisé, qui permettrait aux gens d'établir leur propre classement en fonction des attributs qu'ils jugent importants. Un projet pilote est en cours avec une université allemande.

## **Étude de faisabilité**

- La séance finale de la réunion a porté sur la possibilité de mesurer les résultats de l'enseignement supérieur.
- Pour ouvrir cette séance, M. Smith a présenté les principales conclusions du groupe de spécialistes de l'OCDE qui s'est réuni à Séoul, Corée, en octobre 2007, au sujet de la conception et de la mise en œuvre d'une étude de faisabilité d'évaluation des résultats de l'enseignement supérieur. Les questions débattues à cette réunion avaient été soulevées lors de deux réunions antérieures des spécialistes.
- Les spécialistes ont conclu que l'étude de faisabilité devait déterminer si les comparaisons internationales des résultats de l'enseignement supérieur étaient scientifiquement possibles et si leur mise en œuvre était faisable.
- M. Smith a poursuivi la présentation du contenu d'une telle étude de faisabilité en expliquant qu'au moins trois pays devaient participer à l'évaluation pour que celle-ci soit valide. Jusqu'à six pays pourraient y participer pour fournir de l'information supplémentaire. On a également mentionné que de trois à cinq établissements par pays suffiraient. De plus, les spécialistes ont convenu que le génie (électronique), l'économie et la biotechnologie étaient les disciplines les plus intéressantes pour une étude de faisabilité<sup>1</sup>.
- Les pays ont demandé plus d'information sur la méthodologie de l'étude et ont insisté sur la nécessité de tenir compte de l'éventail complet des approches actuelles en matière d'évaluation lors de l'élaboration des instruments de l'étude de faisabilité.
- Plusieurs pays ont dit craindre qu'on omette de tenir compte des différences entre les langues et les cultures et ont souligné la nécessité de sélectionner dès le début des établissements et des disciplines comparables. On a également recommandé de choisir des disciplines sociales pour l'étude.
- Bien que certains pays, y compris l'Autriche, se soient farouchement opposés à l'étude de faisabilité, d'autres, dont l'Espagne, la Suède et la Corée, y étaient favorables et se sont dits désireux d'y faire participer leurs établissements.
- En terminant, les pays ont exhorté l'OCDE à décrire l'incidence de cette initiative pour les établissements d'enseignement supérieur et les responsables de l'élaboration des politiques. Les étapes suivantes seront fixées en fonction des résultats de l'étude de faisabilité.

## **Contribution du Canada**

- Les membres de la délégation du Canada se sont réunis avant le début des séances de la réunion comme telle pour discuter de la position et des messages clés du Canada dans ce dossier.

---

<sup>1</sup> L'Annexe II (en anglais uniquement) donne plus de détails sur les conclusions du groupe de spécialistes.

- La chef de la délégation a fait part aux ministres et aux autres personnes déléguées de la complexité de l'enseignement supérieur au Canada, qui découle de la grande diversité des établissements postsecondaires et des nombreuses attentes des parties intéressées.
- Le Canada et l'Allemagne ont eu une discussion particulièrement intéressante, ces pays étant tous deux dotés de systèmes d'éducation décentralisés similaires et partageant une préoccupation commune face aux incidences possibles de l'initiative de l'OCDE.
- La position du Canada à l'égard de cette initiative est essentiellement que l'élaboration d'un outil d'évaluation de l'enseignement supérieur pour l'ensemble des pays de l'OCDE se heurterait à de nombreuses difficultés techniques. De plus, tout outil visant à classer les établissements du Canada serait inacceptable aux yeux des autorités de l'éducation du pays. Le Canada pourrait accepter l'élaboration d'un outil d'évaluation qui servirait de guide aux pays et aux établissements intéressés. Il ne s'oppose pas à ce que l'OCDE réalise une étude de faisabilité mais ajoute qu'il faut éviter de voir d'un seul angle l'évaluation des résultats et qu'il convient plutôt d'envisager l'éventail plus large des approches existantes.
- Étant donné les réserves du Canada, les autorités de l'éducation au Canada devront discuter plus à fond de cette question entre elles après avoir reçu plus d'information de l'OCDE.

### **Défis**

- La participation de la délégation du Canada à la réunion, bien qu'elle fût généralement fructueuse, a été compliquée par quelques problèmes protocolaires avec ses membres fédéraux, problèmes qui n'ont pas été solutionnés à l'avance.

### **Prochaines étapes**

- Le Secrétariat du CMEC informera les ministres au sujet de l'étude de faisabilité.
- À la prochaine réunion des ministres de l'Éducation, en février 2008, M<sup>me</sup> McGifford leur présentera oralement les principales questions et sollicitera leurs commentaires sur l'initiative.
- L'étude de faisabilité sera débattue plus à fond aux prochaines réunions du Comité des politiques d'éducation et du Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement en avril 2008. Le Canada devra à ce moment-là articuler une position plus concrète à la lumière des commentaires des ministres.

Au nom de la délégation du Canada, le CMEC remercie l'ambassadeur, M. Joseph Caron, et le personnel de l'ambassade de leur chaleureuse hospitalité et de l'aide qu'ils ont prêtée lors des préparatifs pour la réunion.

Annexe I : *The Excellence Initiative in Germany* (l'initiative *Excellence* en Allemagne)

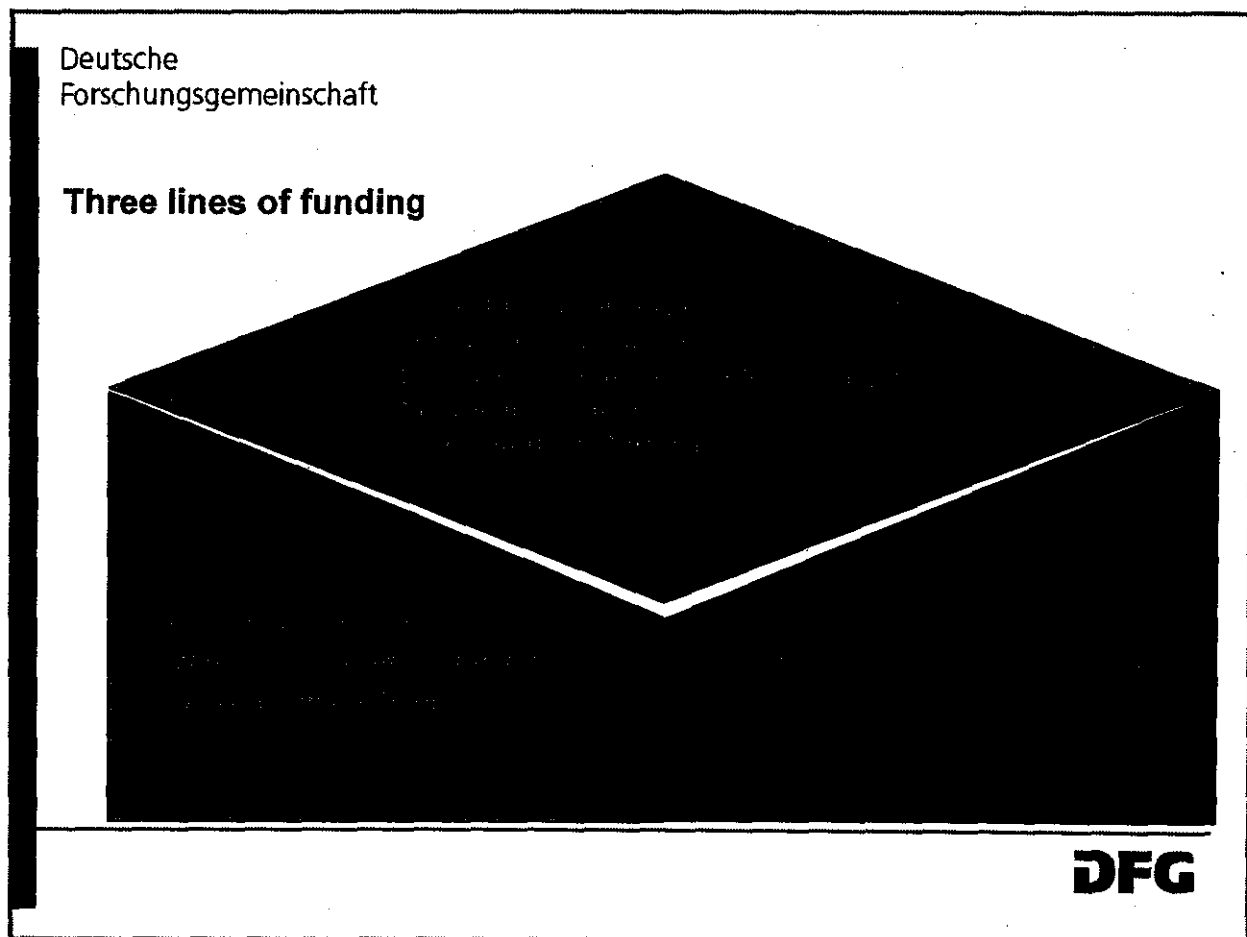
Annexe II : *Assessing Higher Education Learning Outcomes: Summary of the Third Meeting of Experts* (évaluation des résultats d'apprentissage de l'enseignement supérieur : sommaire de la troisième réunion des spécialistes)

Professor Dr. Peter Frankenberg  
Minister of Science, Research and the Arts  
Baden-Württemberg

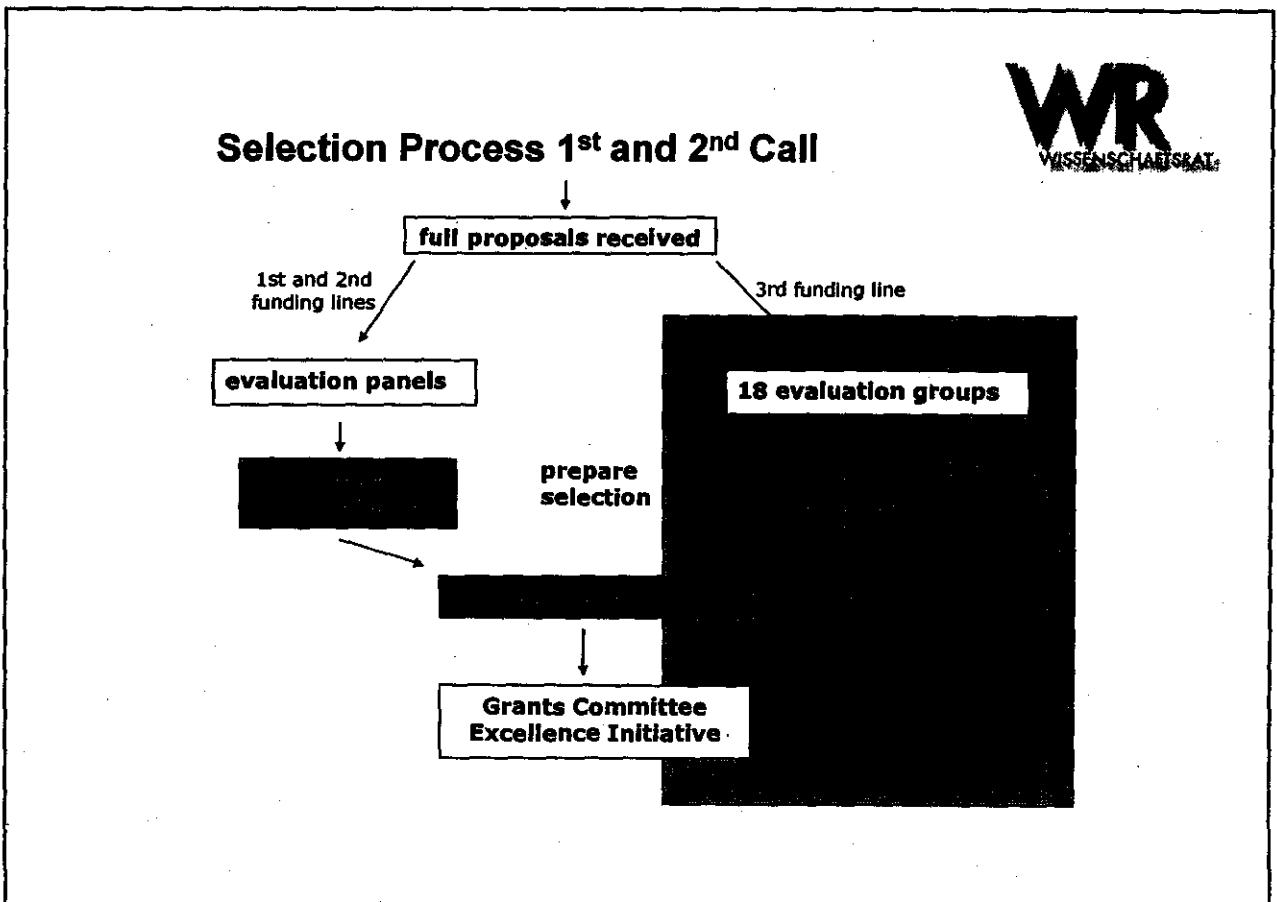
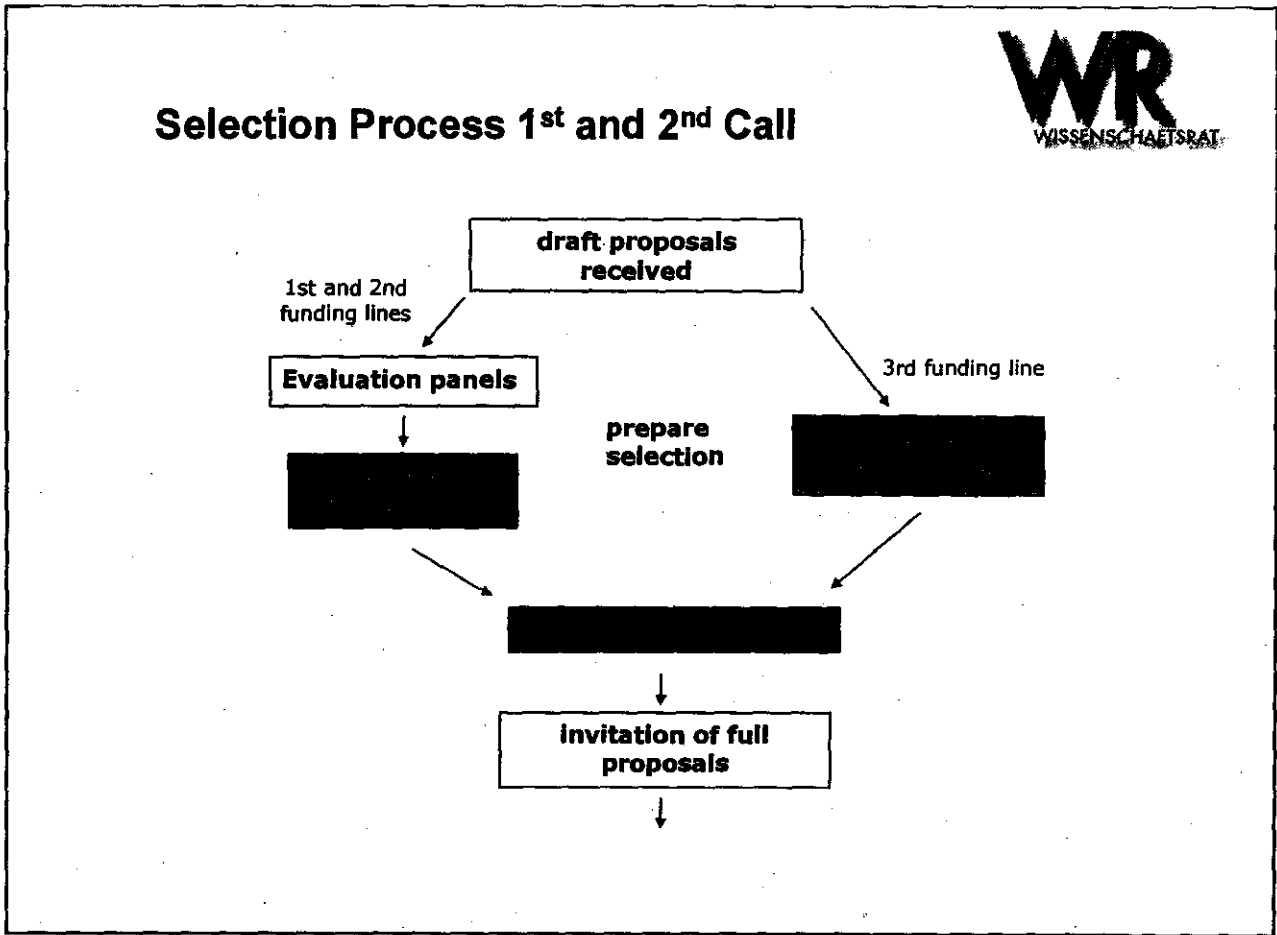
**The Excellence Initiative in Germany**

*Informal Meeting of OECD Ministers of Education  
Tokyo, January 2008*

- The Excellence Initiative is a program of German federal and state ("Länder") governments to boost excellent research and training of junior researchers in German universities
- The program started in 2005
- The federal state (75 percent) and the states make 1.9 billion euros available in total
- Until now, there were two calls (continuation of the program is likely); funding decisions were made in October 2006 and October 2007
- The program includes **three lines of funding:**

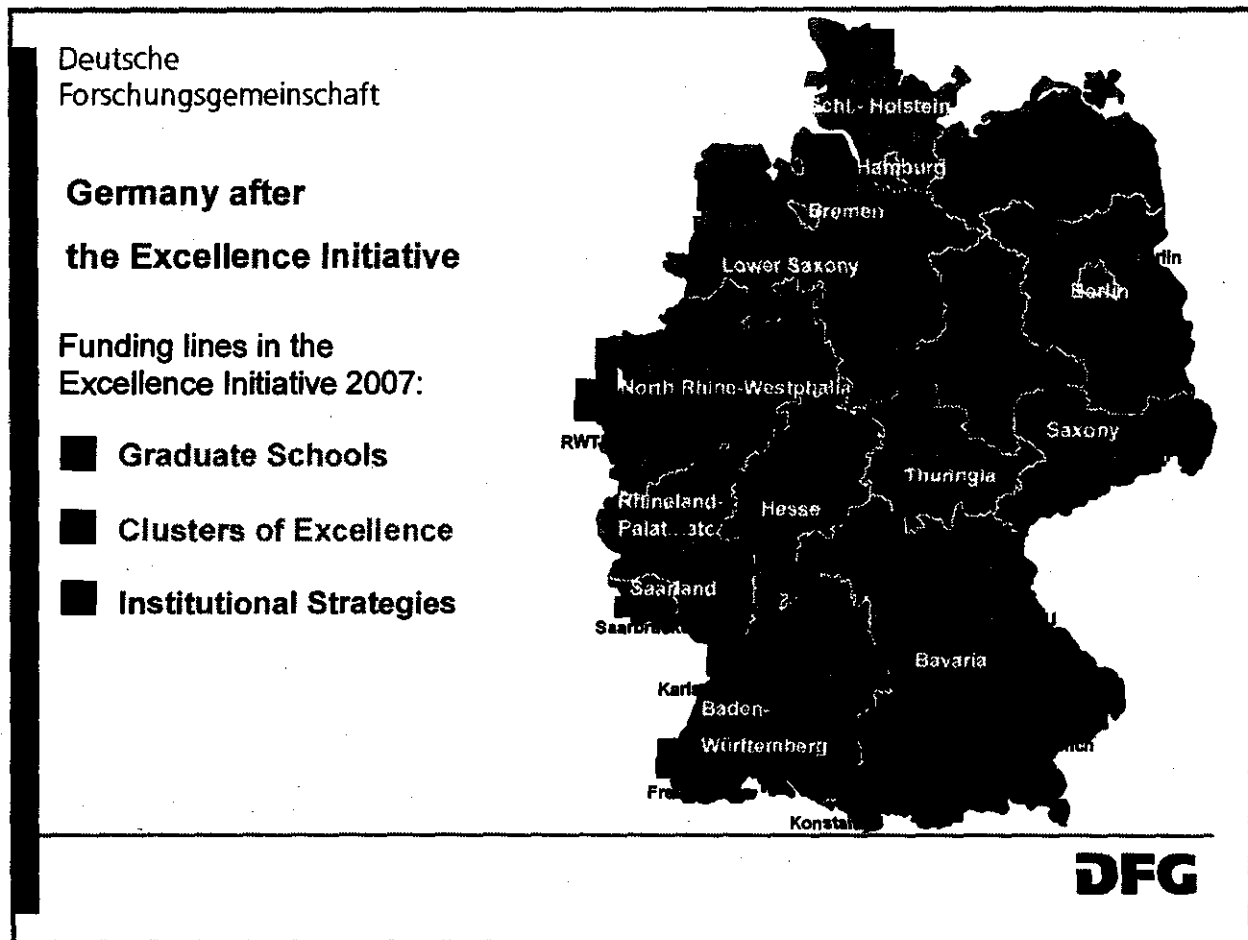


➤ Projects were chosen by means of a very thorough selection procedure:





➤ **Geographical distribution of the funded projects:**



➤ **Most important features and benefits of the Excellence Initiative:**

- Excellence is promoted on the level of sub-units of a university and on the level of whole universities
- Stress on innovative, future-orientated concepts
- Funding decisions are based on strict peer review (15% success rate); regional distribution of grants was no relevant criterion; professional selection procedures were organized by the *Deutsche Forschungsgemeinschaft* (German Research Foundation) and the *Wissenschaftsrat* (German Science Council)
- High degree of consensus between specialists and policymakers on the funding decisions
- The program has stimulated strategic thinking and interdisciplinary cooperation within the universities
- The Excellence Initiative promotes co-operation between universities and non-university research institutions (e. g., Karlsruhe Institute of Technology, KIT)
- Competition among universities increases – for the benefit of the whole system
- Universities make stronger efforts to define their individual research profiles
- Excellent research units in German universities have become more visible and receive additional funding
- The program has provided new opportunities for the best German universities to co-operate with top universities outside of Germany

**For Official Use**

**EDU(2007)14**



Organisation de Coopération et de Développement Economiques  
Organisation for Economic Co-operation and Development

**07-Jan-2008**

**English - Or. English**

**DIRECTORATE FOR EDUCATION**

**EDU(2007)14**  
**For Official Use**

**ASSESSING HIGHER EDUCATION LEARNING OUTCOMES SUMMARY OF THE THIRD MEETING OF EXPERTS**

**Seoul, Korea 26-27 October 2007**

*This summary of the third meeting of OECD experts is provided for information.*

Barbara Ischinger, Head of Education Directorate, email: [Barbara.Ischinger@oecd.org](mailto:Barbara.Ischinger@oecd.org); Tel: +33 1 45 24 92 10

**JT03238454**

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine  
Complete document available on OLIS in its original format

**English - Or. English**

## **ASSESSING HIGHER EDUCATION LEARNING OUTCOMES**

### **SUMMARY OF THE THIRD MEETING OF EXPERTS**

#### **Introduction and summary**

1. The main purpose of the meeting on the assessment of higher education outcomes in Seoul, Korea on 26-27 October, was to move forward work on this OECD initiative by discussing the design and implementation of a feasibility study. The issues for the meeting were drawn from the two earlier expert meetings.
2. The structure suggested for a feasibility study by the OECD and the Educational Testing Service (ETS), was broadly endorsed by the experts. On detailed matters of implementation the experts reached agreement on some points while others remain to be resolved and decided on by the OECD. The feasibility study should aim to provide both proof of concept (by testing the scientific approach to assessment) and an indication of practicality (by trying out the assessment in a sample of countries and institutions). For convenience this record recapitulates some information from the earlier meetings.

#### **Communication with stakeholders**

3. The experts agree that assessing higher education outcomes is of potential importance to many stakeholders and that the values of such an assessment should be communicated. An assessment would serve individuals to make better informed choices; assist employers seeking to assess the value of qualifications; help higher education institutions seeking to understand their comparative strengths and weaknesses; and inform policy makers seeking to quantify stocks and flows of high level skills and to assess the contribution of institutions.
4. The experts recommended that the work of assessing higher education outcomes should be viewed as a process. That process includes not only the design and implementation of the study, but also communication with stakeholders, to build up an acknowledgement of the assessment and an understanding of its value. The experts therefore advised that the OECD should inform policy makers, institutions and other stakeholders further on the study to provide a deeper knowledge of its purpose, the gains to be made and the practicalities of implementation.

### **The feasibility study**

5. The two purposes of the feasibility study should be:

- to test whether reliable cross-national comparison of higher education outcomes is scientifically possible
- to test whether a valid assessment can be practically implemented within institutions.

6. The experts advised that given the interest and momentum for an assessment of higher education the proposed time schedule for the feasibility study should be kept. The proposed feasibility study was not to be regarded as a pilot study. Fuller field trials would be required in a subsequent stage.

7. It was also agreed by the experts that for in order to test the assessment effectively, the selection of higher education institutions participating in the feasibility study should be diverse and not homogeneous.

8. The experts agreed to the proposal for forming expert committees for the further development of assessment instruments and the design and implementation of the feasibility study. They also suggested the OECD would define the tasks for the committees and set the framework within which they would conduct their work.

### **The assessment - Cultural and lingual challenges in measuring outcomes**

9. The experts discussed at length the challenges of capturing higher education outcomes in a way which took account of cultural and linguistic differences. The experts agreed that the feasibility study should cover several quite different countries and include at least three languages.

10. To find the common elements of skill and knowledge in higher education will be one of the most important objectives of the feasibility study. It was suggested to define the desirable outcomes of higher education (skills and knowledge), in a group with representatives of different cultures, to find the common characteristics and a cross-national consensus. The importance attached to transversal skills such as critical thinking and problem solving might not be the same in all cultures.

### **Constructing the assessment instrument**

11. The experts discussed options for construction of an assessment for a feasibility study: to construct an entirely new instrument for the assessment: to 'internationalise' one of the existing instruments (for example the Collegiate Learning Assessment); or to compose an instrument by selecting items/questions from a pool of existing instruments. None of these approaches had unanimous support: it was considered by the experts that constructing a new instrument would take a long time, that internationalising an existing instrument has its difficulties, and that by mixing existing instruments one might lose the core qualities of the separate instruments.

12. The experts agreed however that it would be possible to have different approaches for the feasibility study and a subsequent main study. While the instrument for the feasibility study needs to answer whether it is possible to measure and compare cross-national outcomes of higher education, it could perhaps be constructed from existing instruments. For a future fully-fledged study there would be time available to construct a new, or partially new, instrument.

### **Number of countries/languages and institutions in feasibility study**

13. The experts agreed that three countries would be the minimum number required for a valid feasibility study to evaluate the comparability of the assessment. Up to six countries could be covered in order to provide additional information. It was also suggested that three to five institutions per country would be enough to conduct the feasibility study. In considering whether to include more countries or institutions in the study, the information gain should be put in relation to the increasing complexity and cost. The criterion should be what was necessary for the successful testing of the concept.

### **Subjects in feasibility study**

14. The experts agreed that (electronic-) engineering, economics and biotechnology were the most interesting subjects for a feasibility study. It was agreed that one subject could be enough for the purpose of a feasibility study and that two subjects could be included if costs and practical concerns would allow it. Three was not necessary. It would be important to choose a subject (or subjects) of interest to institutions, governments and organizations. Pros and cons of the different subjects were put forward but no subject was singled out as more relevant or suitable than the others.

### **Sampling of students**

15. The experts pointed out the importance of a strict regulated sampling of students to achieve comparability. Planning and organizing this was left to the OECD and the committees.

### **Timing of testing**

16. The experts agreed that the best time for the assessment would be towards the end of the student's first (Bachelor) degree (but not during final exams) and at the end of the academic year. If conducted once the programme was concluded there would be difficulty in motivating students to participate. Because of the national differences in academic year, experts agreed that a window of two months of testing in would be precise enough, still giving flexibility to the institutions. Although the timing in the academic year is not the most important aspect of a feasibility study, it makes a fairer comparison if the timing is as equal as possible. Also, it is part of the feasibility study to test the implementation, which also includes the timing of the assessment.

### **Duration of testing**

17. A reasonable time length for the assessment for a student was estimated by the experts to be 1.5 to 3 hours. Two hours was agreed to be the most reasonable duration for individual students.

18. Using a matrix sampling approach would permit total test items exceeding this duration to be administered. No student would take the full assessments. Different sections of the assessment would be given randomly to students. (For example, in a test which is divided into 13 half-hour sections, giving a total testing time of 6.5 hours, each student would take 4 half-hour tests, giving a total of 2 hours per student). In the end, the assessment would be summarized to give the complete results per institution. Further it was suggested that the assessment should be held before or after a class – to make participation as easy as possible for the students, especially those who work part time. Using matrix sampling has implications on how to give results back to the students. This is considered below.

### **Computer delivered assessment**

19. The experts recommended that the assessment should be computer delivered. It was made clear that this would be an irrevocable decision - it would not be possible to change to paper delivered assessment once a computer delivered study commences.

20. For comparability reasons it is essential to be certain that it is the sampled student that takes the assessment, because the assessments results will be associated to background information on the students. To ensure that it is the sampled students who is making the assessment it would be an advantage if the assessment would take place at the institution, for instance in a computer lab.

### **Motivating institutions to participate**

21. In the opinion of the experts the information that the feasibility study would give institutions on how to improve their own teaching and learning processes should be an appealing incentive for them to participate. While some institutions would like to participate to *show* how well they do, some would like to participate to *know* how well they do. For the purpose of the feasibility study it would not be necessary to reveal the results of the individual institutions unless they so agreed. However, for a future fully-fledged study anonymity would be inappropriate. Whichever the OECD decides on for the feasibility study, it would be important to make the conditions clear at the beginning and not have them changed along the way.

### **Motivating students to participate**

22. Motivating students to participate is a key to having a successful feasibility study. There are two aspects to this: first to have them participate in sufficient numbers, and second to insure they make the effort to perform their best in the assessment. The experts suggested that providing information on the study to the students would be essential to motivate them. Motivating the students was estimated by the experts to be harder in the starting up phase. Once the assessment is established, motivating students is likely to be easier. Experience from other assessment shows that it is more powerful and motivating if the institutions themselves contacts the students about the feasibility study by a letter or a phone call, than if for example the OECD were to contact the students.

23. The experts conceived it as important to give individual feedback to the students, to give back the results on their performance in the assessment. Because of the matrix sampling design of the assessment it would not be possible to give the entire assessment score as comparison (since each

student only does a selection of the entire assessment). The experts still deemed it important to give the corrected assessment results to the students. It was discussed whether some kind of scoring interval could be provided to the students to enable a kind of rough comparison to others how performed on the same sections of the assessment, perhaps on institutional or country level. It was suggested by the experts to be sensitive about comparisons in order not to discourage any students.

24. Other aspects of relevance to students' motivation are the length of the assessment and when it is scheduled.

### **Next steps**

25. The experts agreed that the institutions should be the main level for analysis. They discussed whether and how it would be possible to present results by faculty or department. The size of the study and its design will determine what is possible in this aspect.

26. The OECD will continue working to prepare for the feasibility study taking account of the advice given. The experts will be briefed on the progress of the work and might be contacted for future advice via e-mail but it was not expected that this group would meet again in this form. A summary report of the meeting will be prepared and made public.

27. Information material on the initiative would be prepared by the OECD and distributed to the experts for use in communications in their countries. This would probably be in the form of a PowerPoint presentation which should contain examples of assessment items.

28. The OECD is to produce a distinct description of what the feasibility study implicate to higher education institutions and policy makers. This will be distributed before contacting institutions asking their interest in participating in a feasibility study.

29. It was noted that the chair of the meeting, Marshall Smith, would report to the informal meeting of OECD Education ministers in Tokyo in January 2008 on progress.